



NATIONS UNIES

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

RAPPORT ANNUEL

(30 mars 1960 — 15 mai 1961)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-DEUXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 4

NEW YORK

des mesures de politique nationale et d'action conjuguée sur le plan régional, destinées à surmonter — en respectant la constitution politique de chaque pays — les obstacles de caractère institutionnel qu'opposent au développement économique les structures agraires actuelles et à stimuler la croissance rapide du secteur agricole conformément aux besoins de l'ensemble de l'économie ;

3. De demander au Secrétariat et à la FAO d'affecter un ordre spécial de priorité à l'étude des problèmes que pose l'intégration régionale de l'agriculture et d'organiser à partir des résultats ainsi obtenus, sur convocation du Secrétariat de la CEPAL, des réunions de fonctionnaires gouvernementaux et de représentants des secteurs économiques privés qui, sur le plan technique, élaboreront des propositions précises en vue d'une action multilatérale et accompliront les autres travaux qui permettront aux gouvernements d'adopter des décisions de politique économique dans ce domaine.

12 mai 1961.

183 (IX). L'agriculture et le développement économique équilibré

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que l'on reconnaît les effets défavorables qu'exerce sur le développement économique général le déséquilibre entre le développement de l'agriculture et celui des autres secteurs de l'économie et que, dans ses diverses études économiques, la CEPAL a mentionné les effets néfastes qu'a eus pour le développement économique la lenteur du développement industriel du fait de ses conséquences négatives sur l'accroissement de la demande de produits provenant d'autres secteurs et sur l'accroissement de la productivité de la main-d'œuvre,

Considérant que parmi les objectifs du développement agricole figurent une utilisation plus large des ressources, l'augmentation de la production nationale de produits alimentaires et de matières premières agricoles, l'accroissement de la productivité et l'adoption de mesures visant à une amélioration effective des conditions de vie à la campagne,

Considérant que la réalisation de tels objectifs de développement économique dans l'agriculture risque d'être entravée notamment par l'inefficacité et le coût d'exécution élevé de certaines activités relatives à la commercialisation des produits agricoles et par le coût également élevé de produits industriels caractéristiques des structures internes de prix défavorables au secteur agricole, en ce qui concerne, soit les articles que les agriculteurs doivent acheter pour intensifier leur production, soit les biens de consommation immédiate dont la population rurale a besoin en plus grande quantité pour élever son niveau de vie,

Considérant que des conséquences de ce genre découlent, dans certains cas, de l'application de politiques d'encouragement du développement qui n'ont pas été conçues en vue d'un développement équilibré,

Recommande au Secrétariat de compléter les études qu'il a entreprises en collaboration avec la FAO sur les

effets négatifs du développement déséquilibré des divers secteurs économiques et d'examiner à cet effet les conséquences qui découlent, pour l'agriculture, de processus économiquement inadéquats dans d'autres secteurs, ou de l'application de politiques qui abaissent les revenus du secteur rural ou qui n'ont pas été conçues en vue d'un développement économique équilibré.

12 mai 1961.

184 (IX). Méthodes de planification et expérience dans ce domaine

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le document E/CN.12/584, présenté par le Secrétariat, qui rend compte de la marche des travaux des groupes consultatifs et traite des problèmes pratiques de la planification du développement économique,

Considérant l'utilité que présenterait pour les gouvernements membres le fait de connaître l'expérience qu'ont les pays de l'application des méthodes de planification du développement économique et social et des mécanismes administratifs de formulation et d'application des plans, ainsi que de l'élaboration des mesures de politique économique-sociale,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du document E/CN.12/584, présenté par le Secrétariat sur l'expérience des groupes consultatifs et les problèmes pratiques du développement économique :

2. D'inviter le Secrétariat à élargir ce document, pour y faire entrer également des renseignements :

a) Sur les méthodes de formulation et d'application des plans généraux, régionaux et par secteurs, principalement dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie et des transports, et sur l'expérience acquise à ce sujet ;

b) Sur les divers systèmes institutionnels, administratifs et techniques appliqués pour la formulation et l'exécution des plans et pour l'élaboration des mesures de politique économique et sociale.

13 mai 1961.

185 (IX). Cycles d'études et réunions techniques régionaux de planification

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Ayant examiné le document relatif à la coopération internationale en vue d'une politique de développement économique en Amérique latine (E/CN.12/582) et celui qui a trait à l'expérience des groupes consultatifs et aux problèmes pratiques du développement économique (E/CN.12/584),

Considérant qu'il est nécessaire que les pays latino-américains procèdent à des échanges de vues sur les méthodes pratiques de planification de leur politique économique et sociale de développement et qu'ils soient au courant des progrès et des expériences qui se réalisent

dans ces domaines dans les divers pays, en ce qui concerne non seulement l'élaboration des plans mais aussi leur exécution et leur contrôle,

Tenant compte de l'utilité que présenterait pour les gouvernements l'examen des mécanismes de formulation et d'exécution des budgets publics, afin que ceux-ci puissent devenir, le cas échéant, un instrument efficace de mise en œuvre des projets d'investissement que les gouvernements ont décidé d'entreprendre,

Consciente de la nécessité d'analyser et de se communiquer mutuellement les résultats de l'expérience acquise par les gouvernements quant à l'organisation de leurs services administratifs et techniques, de manière que les mesures de politique économique et sociale élaborées puissent s'appliquer dans le cadre d'une politique générale cohérente et que l'on soit en mesure de procéder à une évaluation continue des conditions économiques et de l'efficacité desdites mesures tendant à atteindre les objectifs visés,

Décide :

1. De prendre note avec satisfaction du document E/CN.12/582, relatif à la coopération internationale en vue d'une politique de développement économique en Amérique latine, et du document E/CN.12/584, relatif à l'expérience des groupes consultatifs et aux problèmes pratiques du développement économique ;

2. De recommander au Secrétariat d'organiser dans les plus brefs délais, conjointement avec l'Organisation des Etats américains et en coopération avec l'administration du Programme d'assistance technique des Nations Unies, des cycles d'étude et des réunions techniques régionaux chargés d'examiner les problèmes méthodologiques et pratiques de la planification ;

3. Qu'à ces cycles d'étude et réunions techniques seront de préférence représentés les organismes nationaux chargés de la planification et de l'établissement du budget, ou d'autres organismes qui remplissent des fonctions analogues ou effectuent les analyses de base nécessaires à la planification, ainsi que des experts qualifiés ;

4. Que ces réunions étudieront de préférence :

- a) Les mécanismes de formulation et d'exécution des budgets publics, afin de les transformer, le cas échéant, en un instrument effectif et direct d'exécution des plans de développement ;
- b) L'organisation administrative et technique nécessaire à la formulation et à l'exécution des plans ;
- c) Les méthodes de formulation des plans généraux, régionaux ou locaux, à long et moyen terme ;
- d) La planification des dépenses publiques, et notamment de l'investissement public et de la gestion des services sociaux.

13 mai 1961.

186 (IX). Politique fiscale

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Prenant note avec satisfaction des travaux préparatoires que le Secrétariat, l'Organisation des Etats américains et la Banque interaméricaine de développement

effectuent, avec la coopération technique du Programme international d'études sur la fiscalité de la Faculté de droit de l'Université Harvard, au sujet du projet tendant à exécuter un programme à long terme visant à étudier les bases d'une réforme des régimes fiscaux en vue de les utiliser comme instrument de politique fiscale et économique,

Considérant la nécessité, pour les Etats d'Amérique latine, de disposer de ressources leur permettant d'assurer d'urgence une formation intensive de capital dans les secteurs économiques de base,

Tenant compte du fait que le régime fiscal peut être un instrument précieux pour aider à la mise en œuvre d'une politique propre à assurer une meilleure distribution du revenu et à faciliter le financement des programmes de développement économique,

Considérant que ce régime peut conduire à une meilleure utilisation de la terre, qui soit de nature à augmenter sa productivité,

Décide :

1. D'inviter les gouvernements à appuyer les travaux que les organismes intéressés effectuent au sujet du programme de réforme et de politique fiscale, et, en particulier, d'offrir la plus étroite collaboration aux experts qui seront désignés pour exécuter les études et recherches sur les régimes fiscaux en vigueur dans les pays d'Amérique latine ;

2. De demander au Secrétariat que le programme fiscal susmentionné envisage explicitement la nécessité d'améliorer l'administration fiscale et le rendement des impôts, ainsi que d'étudier les bases d'un régime fiscal propre à atténuer la vulnérabilité extérieure des impôts et leur inélasticité et à servir d'instrument de politique qui, en combinaison avec d'autres, puisse conduire à une meilleure distribution du revenu ainsi qu'à une meilleure utilisation de la terre et constituer, en un mot, un auxiliaire précieux pour les programmes de développement économique ;

3. De prier les gouvernements de faciliter la participation des experts nationaux aux deux conférences qui sont organisées dans le cadre du programme précité et qui se tiendront en octobre 1961 (administration fiscale) et en avril 1962 (politique fiscale).

13 mai 1961.

187 (IX). Problèmes démographiques

La Commission économique pour l'Amérique latine,

Considérant que les facteurs démographiques relatifs aux mouvements, à la structure, à la répartition et aux caractéristiques de la population ont des répercussions nombreuses et complexes sur le développement économique et social, et que les études démographiques facilitent considérablement la connaissance des données nécessaires à l'élaboration des programmes de développement économique et social,

Se félicitant de l'œuvre accomplie par la Commission de la population et par le Service de la population de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la démographie, et de la collaboration qui s'est établie